



# ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Plans : Ile-de-France

Question écrite n° 9715

## Texte de la question

M Robert Montdargent attire l'attention de M le ministre de l'agriculture et de la forêt sur la préoccupation de la chambre régionale d'agriculture concernant les négociations pour le prochain contrat de plan Etat-région. Les propositions d'affectation de crédits du président du conseil régional et du préfet de région, qui s'élevaient à 97,5 millions de francs pour la région, ne semblent pas obtenir l'agrément de l'État, et notamment du ministère des finances qui propose beaucoup moins. Or, l'importance de l'agriculture de la région Ile-de-France ne peut être ignorée. Cette agriculture, emplois induits, compte plus de 50 000 personnes ; elle contribue largement à l'équilibre de la balance commerciale. L'entretien de la nature se fait actuellement sans frais pour la collectivité, il est nécessaire de prévoir la transformation du maximum de matières premières issues de la région ; enfin, une part importante de l'alimentation en frais des Parisiens est produite par les Franciliens. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir intervenir afin que l'agriculture dans l'Ile-de-France ne soit pas sacrifiée.

## Texte de la réponse

Reponse. - Les propositions contenues dans le volet relatif à l'agriculture du contrat de plan pour l'Ile-de-France élaborées par la région ont fait l'objet d'une excellente présentation, mettant notamment en relief les problèmes liés aux producteurs horticoles. À ce titre, un effort important a été consenti par le ministère de l'agriculture et de la forêt en faveur de l'aide à l'investissement de modernisation des serres. Par ailleurs, l'accent a aussi été mis par le ministère sur la prise en compte des problèmes forestiers qui sont très liés à la qualité de l'environnement urbain. Si, sur ce point précis de contrat de plan, cet effort peut apparaître modeste, il est, en tout état de cause, très supérieur à celui du IXe Plan et la région Ile-de-France est la seule à voir augmenter le montant financier consacré à l'agriculture, même si celui-ci reste inférieur à l'effort de solidarité que les collectivités régionales et locales entendent logiquement consacrer à un secteur destiné à subir la pression croissante de l'urbanisme.

## Données clés

**Auteur :** [M. Montdargent Robert](#)

**Circonscription :** - Communiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 9715

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** agriculture et forêt

**Ministère attributaire :** agriculture et forêt

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 20 février 1989, page 822